

**S.C.P. GUIDETTI – BOZZARELLI – LE MAT**  
**SOCIETE D'AVOCATS**

**Serge BOZZARELLI**

*Ancien membre du Conseil de l'Ordre*

**Gaëlle LE MAT**

*DESS propriété industrielle et  
intellectuelle*

*Certifiée suivi des procédures d'appel*

Avocats associés

En collaboration

**Emilie LECOMTE**

*Avocate*

**Monsieur Jean-François BENOIT**

Expert Judiciaire

Atelier d'Architecture

22 rue Helbronner

38100 GRENOBLE

Grenoble, le 08 septembre 2022

**François GUTIERREZ**

*Diplômes GEA – ICH Expertise*

*Certifié suivi des procédures d'appel*

*Juriste Collaborateur*

N. réf. : 190135 - AVIVA ASSURANCES / MMA IARD - GLM/GLM

V. réf. : Ord TGI GRENOBLE du 22.05.2019 - RG N° 19/00284

NOBILI-VOSSIER / SARL CONSTRUCTION G. MONTEFORTE

**DIRE RECAPITULATIF A EXPERT JUDICIAIRE N°2**  
**Article 276 du Code de Procédure Civile**

Monsieur l'Expert,

Je vous rappelle intervenir dans cette affaire sous références, en qualité de **Conseil de la Société AVIVA ASSURANCES devenue ABEILLE IARD & SANTE**, recherchée en qualité d'assureur de la Société CONSTRUCTION G. MONTEFORTE, pour l'activité de contractant général.

Je vous rappelle à cet effet, que **la Société CONSTRUCTION G. MONTEFORTE était également maître d'œuvre dans le cadre de ce chantier**, et est assurée auprès des MMA IARD et MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES.

La diffusion de votre second pré-rapport appelle quelques brèves observations de la part de ma mandante.

**A – SUR L'ABSENCE DE GARANTIE DE LA COMPAGNIE ABEILLE IARD & SANTE**

**1.** Même si c'est un argument juridique, j'attire votre attention sur le fait que la Compagnie AVIVA ASSURANCES, aujourd'hui ABEILLE IARD & SANTE n'était pas l'assureur au moment de la déclaration d'ouverture de chantier ou à tout le moins au moment du commencement des travaux, en l'état d'un contrat de construction signé le 1<sup>er</sup> mars 2017 (*Pièce adverse n° 1*) et d'un contrat d'assurance régularisé le 6 avril 2017 à effet du 5 avril 2017 (*Pièce adverse n° 4*) ;

**Case B 40 -- rcs Grenoble : 388 429 615**

15, rue Hébert 38000 GRENOBLE – Tel. 04.76.44.00.18 / Fax. 04.76.51.15.39 – Arrêt tramway Verdun

Vous pouvez nous envoyer vos correspondances par courrier électronique : **office@avocats-gblm.eu**

**ATTENTION ! Les dossiers terminés sont archivés pendant 5 ans – Au-delà ils sont entièrement détruits**

**IBAN FR76-1382-5002-0008-7728-2468-838 – CE RHONE ALPES**

De plus, le contrat a été résilié au 14 juin 2019.

**2.** Dans votre pré-rapport (comme dans le premier), vous rappelez que **le PV de réception du 5 septembre 2018 fait état de réserves** lesquelles n'ont **pas été levées**.

Tel est encore le cas dans votre pré-rapport n°2, puisque vous rappelez l'absence de levée des réserves.

Les garanties de la compagnie AVIVA ASSURANCES devenue ABEILLE IARD & SANTE n'ont pas vocation à être mobilisées, s'agissant de désordres réservés à la réception (ce qui n'est pas contesté) et de réserves non levées (là encore non contesté), ceci relevant nécessairement de la seule responsabilité contractuelle de l'entreprise.

Il en résulte que **les garanties de la Compagnie ABEILLE IARD & SANTE venant aux droits de la Compagnie AVIVA ASSURANCES n'ont pas vocation à s'appliquer**.

## **B – SUR LA QUALITE DE MAITRE D'OEUVRE DE LA SARL G. MONTEFORTE**

Dans le cadre de ce dossier, et pendant la durée de vos opérations d'expertise, il vous a été rappelé que la société G. MONTEFORTE est intervenue sur le chantier en deux qualités :

- ✓ En qualité de contractant général, elle a sous-traité l'intégralité des travaux à diverses sociétés et/ou artisans, actuellement dans la cause ;

Elle a souscrit une assurance, comme rappelé ci-dessus auprès de la compagnie AVIVA ASSURANCES, cette dernière contestant sa garantie, dans le présent dire.

- ✓ En qualité de maître d'œuvre, qui a notamment suivi le chantier et les opérations de réception.

Elle est assurée pour ce faire auprès de la compagnie MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES.

Contrairement à ce qu'indique la compagnie MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES, la SARL G. MONTEFORTE est également intervenue en qualité de maître d'œuvre, a suivi le chantier NOBILI-VOSSIER et à assister aux opérations de réception.

Cela ne saurait souffrir aucune contestation, dès lors que dans les pièces adverses produites par les consorts NOBILI-VOSSIER, et notamment l'ensemble des PV de réception de travaux en date du 5 septembre 2018, la SARL CONSTRUCTION G. MONTEFORTE est bien notée comme maître d'œuvre :

Le Maître d'ouvrage :  
**Monsieur NOBILI Stephen**  
**162 Chemin des Cochettes**  
**38610 VENON**

Le Maître d'œuvre  
**SARL CONSTRUCTION G. MONTEFORTE**  
**136 Avenue des Thermes**  
**38410 SAINT MARTIN D'URIAGE**

Le 05 Septembre 2018

**Le Maître d'Oeuvre**  
« lu et approuvé »  
Cachet et signature  
**SARL CONSTRUCTION G. MONTEFORTE**  
15, rue Victor Hugo  
38320 EYBENS  
Port. 04 78 35 24 00  
Siret 531 876 840 00012 - APE 7490 A

**Le Maître d'ouvrage**  
« lu et approuvé »  
Signatures

(Pièces adv. NOBILI-VOSSIER n°2 et suivantes)

Or, pour cette activité de maîtrise d'œuvre, la société G. MONTEFORTE est bien assurée auprès de la compagnie MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES.

Manifestement, les points que vous notez dans votre pré-rapport, savoir notamment qu'aucune réserve n'a été faite par la société MONTEFORTE, relève de son intervention qualité de maître d'œuvre.

Vous ne pouvez donc affirmer que « *les travaux non prévus au marché de l'entreprise* », ou « *les travaux réalisés* » « *restent directement à la charge de l'entreprise G. MONTEFORTE et de ses assureurs* ».

Je rejoins par-là, le dire de mon confrère intervenant pour les MMA : il ne vous appartient pas de porter une appréciation sur l'éventuelle garantie des assureurs de la société G. MONTEFORTE, et ce d'autant qu'elle est intervenue en deux qualités.

## **C – SUR LA RESPONSABILITE DES SOUS-TRAITANTS**

L'ensemble des sous-traitants a été mis en cause, et comme nous vous le précisons avec le conseil des MMA, il est indispensable que vous précisiez, dans votre rapport définitif l'identité des sous-traitants concernés par les malfaçons et réserves non levées, qui relèvent nécessairement de leur responsabilité.

Vous l'avez fait pour certains, puisque s'agissant notamment du lot « maçonnerie gros œuvre repris en sous-œuvre », vous avez précisé que « l'Ent MARSAP s'engage ce jour intervenir rapidement pour ces 2 points ».

(p.15 du pré-rapport)

les travaux réalisés relèvent de la responsabilité de ses sous-traitants et, là encore, vous ne pouvez affirmer dans votre pré-rapport que « *les travaux réalisés restent directement à la charge de l'entreprise G. MONTEFORTE et de ses assureurs* ».

En tout état de cause, cela relèverait de la responsabilité contractuelle de l'entreprise et en aucun cas les garanties de la compagnie ABEILLE IARD & SANTE ne pourraient être mobilisées, à quelque titre que ce soit.

\*

Telles sont les observations que souhaitaient apporter la Compagnie ABEILLE IARD & SANTE à votre second pré-rapport, que je vous remercie de bien vouloir considérer comme valant **Dire récapitulatif à Expert n°2** à annexer à votre rapport définitif après y avoir, en application de l'article 276 du Code de Procédure Civile, apporté toutes les réponses que vous jugerez utiles.

Je vous souhaite parfaite réception de la présente que j'adresse en copie à l'ensemble de mes contradicteurs.

Je vous prie d'agréer, Monsieur l'Expert, l'expression de ma considération la meilleure.

**Gaëlle LE MAT**



**COPIE POUR INFORMATION :**

- **SELARL Cabinet FAVET Laurent (MMA / VOSSIER 19061 - LFA/ELE)**
- **SELARL DURAND GRANDGONNET MURIDI (NOBILI - VOSSIER / SARL CONSTRUCTION G. MONTEFORTE Dossi 3181207)**
- **SCP CHAPUISCHANTELOVE GUILLET LHOMAT (2021.129 - L'AUXILIAIRE (ICA) / AVIVA - NOBILI VOSSIER.)**
- **ROBICHON ET ASSOCIE (20210135 - MAAF-ALKA-METAL OUVRAGE-MARSAP / AVIVA)**
- **SCP DÜNNER CARRET DUCHATEL ESCALLIER (METAL OUVRAGE / AVIVA20210055 - IC/DH)**
- **LEXWAY AVOCATS ((JURIDICA) RCE / AVIVA ASSURANCES Dossier n°221315 PL/HS)**
- **SCP SELORON - HUTT – GRANGEON (2021115 BVB TRAVAUX PUBLICS)**
- **Me HARTEMANN (ACASTA – 19338)**